

# L'AIDE HUMANITAIRE MONDIALE

## VERSION ABRÉGÉE

# VERSION ABRÉGÉE

**Le Rapport 2026 sur l'aide humanitaire mondiale (GHA) fait état d'une baisse sans précédent des financements humanitaires, qui prive d'aide des millions de personnes en situation de crise et entraîne un recul par rapport aux réformes promises.**

Le financement international de l'aide humanitaire a diminué de près d'un tiers depuis 2023, avec une baisse de 20 % survenue en 2025, ce qui a porté le montant total de l'aide à son niveau le plus bas depuis dix ans. Les États-Unis et l'Allemagne représentent à eux deux près de 9 dollars américains sur 10 perdus l'année dernière. Cependant, les donateurs du Golfe ont sensiblement augmenté leurs contributions. À moins que des mesures ne soient prises pour renforcer la coordination, cette diversification du paysage du financement humanitaire comporte le risque que l'aide soit compromise par la fragmentation des intérêts ainsi que par leurs divergences. La majorité des crises majeures ont subi des coupes budgétaires en matière d'aide. Ainsi, en 2025, d'innombrables personnes dans le besoin ont été privées d'assistance en raison du déficit de financement sans précédent des appels de fonds lancés par les Nations unies. Des millions de personnes ont été exclues des programmes humanitaires en raison des processus de priorisation mis en place pour pallier le manque de fonds. Dans ce contexte, les acteurs humanitaires attendent toujours les réformes promises il y a dix ans dans le cadre du « Grand Bargain ». Après des progrès très limités, nous assistons aujourd'hui à un recul des avancées réalisées dans les principaux domaines de réforme. Les appels se multiplient en faveur d'une réforme du système actuel et de l'élaboration d'une vision nouvelle de l'action humanitaire. Le plus grand défi consiste à susciter la volonté politique.

## 1. L'ÉVOLUTION DU PAYSAGE DU FINANCEMENT HUMANITAIRE

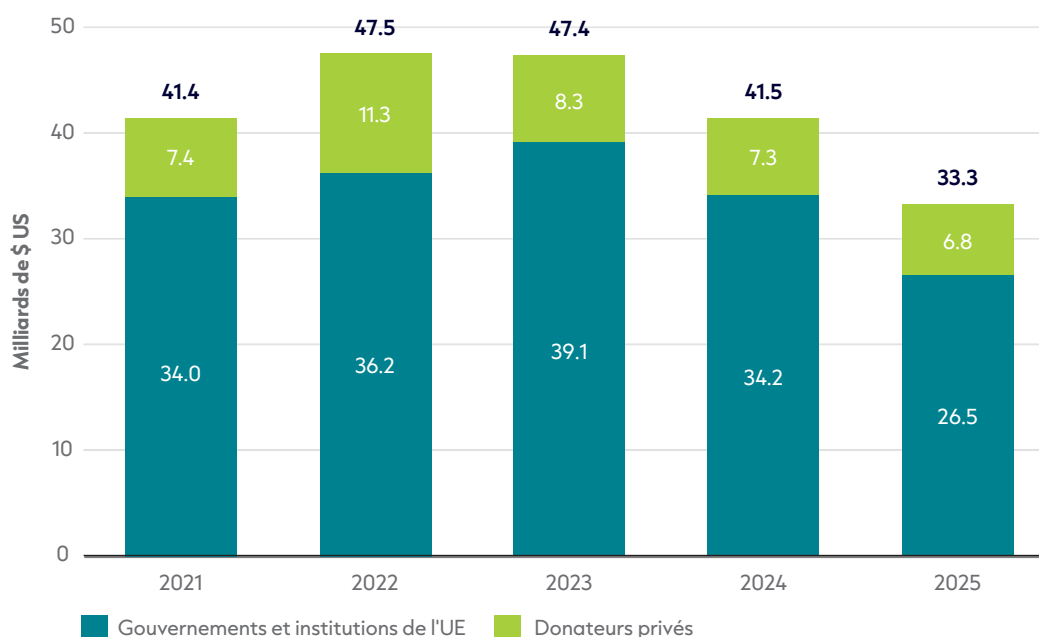
**Un dollar sur trois destiné à l'aide humanitaire a été supprimé en seulement deux ans.**

L'aide humanitaire internationale a diminué de 29,7 % au cours des deux dernières années, passant de 47,4 milliards de dollars en 2023 à 33,3 milliards en 2025. Il s'agit de la baisse continue la plus forte jamais enregistrée. C'est en 2025 qu'elle a été la plus marquée, les financements ayant chuté de 20 % (soit 8,1 milliards de dollars en moins) en l'espace d'une seule année. Le montant total de l'aide humanitaire internationale se situe actuellement à son niveau le plus bas depuis dix ans.



## Les financements humanitaires ont diminué pour la troisième année consécutive, avec une baisse de 20 % en 2025.

Montant total de l'aide humanitaire internationale, 2021–2025



**Sources :** ALNAP, sur la base des données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Service de suivi financier (FTS) du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies, du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) des Nations unies et de notre propre base de données sur les contributions du secteur privé.

**Remarques :** Les chiffres pour 2025 sont préliminaires. Les totaux des années précédentes diffèrent de ceux indiqués dans les rapports GHA antérieurs en raison de la mise à jour des déflateurs et des données. Les données sont exprimées en prix constants de 2024. La méthodologie utilisée pour calculer le montant total de l'aide humanitaire internationale est détaillée dans le chapitre « Méthodologie et définitions ».

Ce sont les États-Unis et l'Allemagne qui ont procédé aux coupes budgétaires les plus importantes, représentant à eux deux 88 % de la baisse totale des financements humanitaires en 2025. Les États-Unis ont effectué la réduction la plus significative, ramenant leur contribution de 13,5 milliards de dollars à 6,1 milliards, soit une baisse de 55 %. L'Allemagne a, quant à elle, réduit sa contribution de 36 %, passant de 2,3 milliards de dollars à 1,5 milliard. Le financement privé a suivi la même tendance que le financement public, diminuant chaque année au cours des trois dernières années et reculant de 40 % par rapport à son niveau record de 2022. Les organisations humanitaires, qui comptaient sur les donateurs privés pour combler le déficit laissé par les gouvernements, voient leurs espoirs déçus.

### D'autres coupes budgétaires sont encore à prévoir, mais le plus difficile est probablement passé.

Sur la base des informations partielles dont nous disposons concernant les budgets des donateurs et le contexte général, des projections optimistes et pessimistes ont été modélisées afin de définir la fourchette probable dans laquelle s'inscriront les niveaux de financement en 2026. Dans le scénario le plus optimiste, les réductions se stabiliseraient à un niveau modeste, avec une baisse de 2 % par rapport aux niveaux de 2025. Dans le scénario le plus pessimiste, les coupes atteindraient 11 % supplémentaires. Ainsi, le financement des donateurs publics pourrait diminuer de 39 % par rapport à son pic de 2023. Compte tenu des répercussions attendues de la

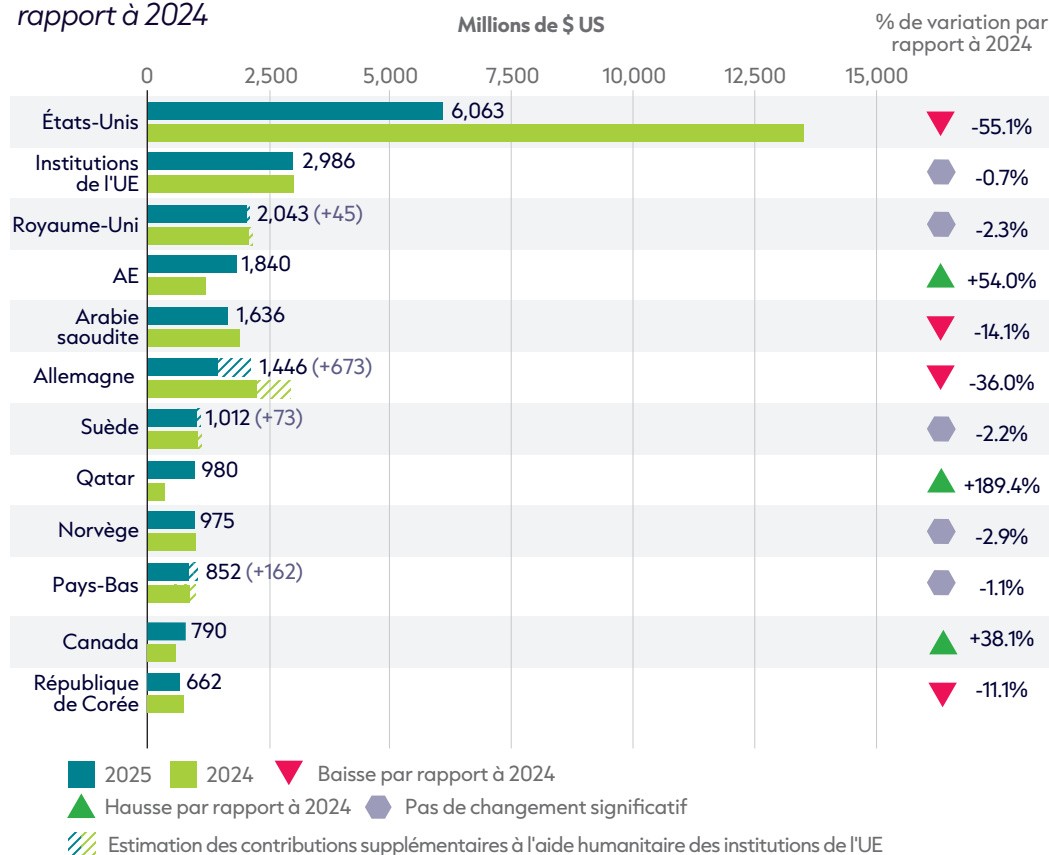
guerre en Iran, notamment sur les donateurs du Golfe, il y a certainement lieu de s'attendre à un scénario plutôt pessimiste.

### Les principaux donateurs prennent des directions différentes, bouleversant ainsi le paysage du financement humanitaire.

Les différentes tendances observées chez les 20 principaux donateurs ont entraîné une transformation plus marquée du paysage du financement durant l'année 2025 que lors de toute autre année au cours de la dernière décennie. La position dominante des quatre principaux donateurs s'est affaiblie à mesure que leur part du financement total diminuait, tandis qu'un certain nombre de donateurs ont gagné ou perdu des places dans le classement. Sept des vingt principaux donateurs ont réduit leurs financements de plus de 10 % par rapport à 2024 : les États-Unis (-55 %), l'Allemagne (-36 %), le Japon (-29 %), la Turquie (-18 %), l'Arabie saoudite (-14 %), la France (-11 %) et la Corée du Sud (-11 %). Cependant, six donateurs ont sensiblement augmenté leur financement en 2025 : le Qatar (+189 %), les Émirats arabes unis (+54 %), le Canada (+38 %), l'Italie (+15 %), la Suisse (+8,5 %) et l'Irlande (+6,6 %). Six autres donateurs sont restés relativement stables, avec une variation de -/+5 % par rapport à 2024.

### La majorité des principaux donateurs ont réduit leurs financements humanitaires en 2025.

Les 12 plus grands donateurs publics d'aide humanitaire en 2025, et leur évolution par rapport à 2024



Sources : D'après les données du CAD de l'OCDE, du FTS d'OCHA et du CERF des Nations unies.

Remarques : Les données pour 2025 sont préliminaires. Les données sont exprimées en prix constants de 2024. Le terme « donateurs publics » désigne les gouvernements et les institutions de l'UE. Les contributions des États membres actuels et anciens de l'UE à l'aide humanitaire internationale des institutions de l'UE sont présentées séparément. Les chiffres pour 2024 diffèrent de ceux du rapport GHA 2025 en raison de la mise à jour des données définitives déclarées relatives à l'aide humanitaire internationale et de l'utilisation d'une année différente pour les prix constants. AE = Émirats arabes unis.

La domination de longue date des membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE parmi les principaux donateurs commence désormais à s'estomper. L'Allemagne ne figure plus parmi les quatre premiers, dépassée par les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, qui occupent désormais respectivement la quatrième et la cinquième place. La part des États-Unis dans le financement public du système humanitaire est passée d'environ 40 % à 23 %, tandis que celle des donateurs du Golfe est passée de 10 % à 17 %. Par ailleurs, la part des institutions de l'UE dans le financement total a légèrement augmenté. Les États-Unis demeurent toutefois, de loin, le principal donateur et conservent un pouvoir considérable pour définir les orientations, mais la fragmentation du paysage n'est pas sans conséquence. En effet, les priorités divergentes des différents groupes de donateurs sont susceptibles de poser des difficultés aux organisations chargées de la mise en œuvre, qui risquent de se retrouver tiraillées entre des intérêts contradictoires. Une coordination étroite entre les différentes sources de financement est plus importante que jamais.

## 2. LES SITUATIONS DE CRISE FACE AUX COUPES BUDGÉTAIRES

**Les financements destinés à la quasi-totalité des grandes crises humanitaires ont été réduits, parfois de plus de moitié.**

En 2025, 18 des 20 crises les plus importantes ont vu les fonds qui leur étaient alloués diminuer ; seuls la Palestine et le Myanmar ont enregistré des hausses. La Palestine a bénéficié d'une hausse de 15 % pour atteindre 4,4 milliards de dollars, soit le quadruple de son niveau de 2022, alors que la crise à Gaza s'aggravait. Le financement du Myanmar a, quant à lui, augmenté de 11 %. Cependant, la Syrie et l'Ukraine ont connu plusieurs années de baisse consécutives, leurs financements se situant désormais bien en deçà de la moitié de leur montant maximal. Les crises prolongées ont été les plus durement touchées : le Liban et la Jordanie ont chacun perdu plus de la moitié de leurs financements en un an, et six autres pays, dont le Yémen, la Somalie et la République démocratique du Congo, ont subi des coupes budgétaires de plus de 40 %. À mesure que les ressources s'amenuisent, elles se concentrent aussi davantage : les cinq principaux bénéficiaires ont reçu 51 % de l'ensemble des fonds alloués aux pays, contre 43 % l'année précédente.

## Tous les principaux pays bénéficiaires de l'aide humanitaire, à l'exception de la Palestine et du Myanmar, ont subi des réductions budgétaires en 2025.

### Pays bénéficiaires de l'aide humanitaire internationale, 2023–2025

	% de variation par rapport à 2024	% de variation par rapport à 2023		% de variation par rapport à 2024	% de variation par rapport à 2023
Palestine	▲ 15%	▲ 118%	Tchad	▼ -35%	● -5%
Syrie	▼ -9%	▼ -52%	Myanmar	▲ 11%	▲ 9%
Ukraine	▼ -30%	▼ -49%	Somalie	▼ -45%	▼ -61%
Soudan	▼ -17%	▲ 13%	Bangladesh	▼ -28%	▼ -33%
Yémen	▼ -49%	▼ -53%	Burkina Faso	▼ -34%	▼ -27%
Afghanistan	▼ -33%	▼ -45%	Nigéria	▼ -49%	▼ -52%
Soudan du Sud	▼ -38%	▼ -37%	Haïti	▼ -24%	▼ -13%
RD Congo	▼ -45%	▼ -31%	Niger	▼ -47%	▼ -36%
Éthiopie	▼ -45%	▼ -60%	Mali	▼ -31%	▼ -19%
Liban	▼ -52%	▼ -24%	Jordanie	▼ -53%	▼ -42%

**Source :** D'après les données du Service de suivi financier (FTS) du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies.

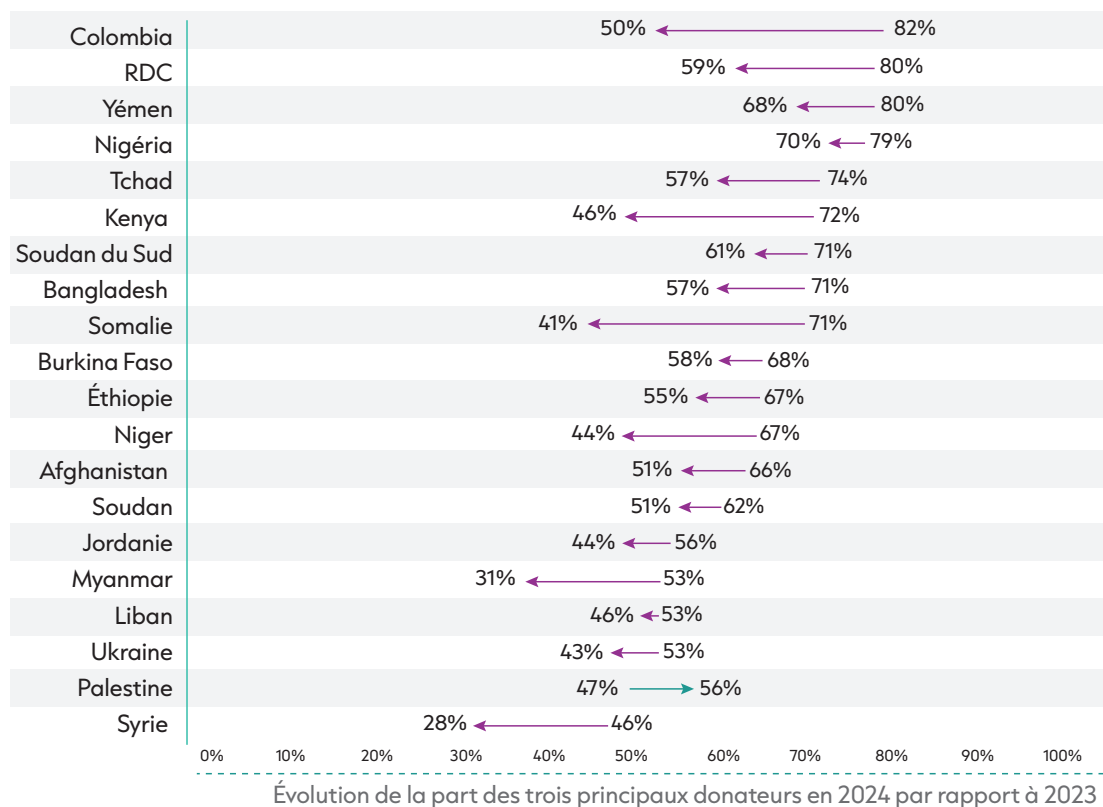
**Remarques :** Les données sont exprimées en prix constants de 2024. Les totaux des années précédentes diffèrent de ceux indiqués dans les rapports GHA antérieurs en raison de la déflation et de la mise à jour des données.

## Le rapport de force évolue depuis que les États-Unis ont été détrônés de leur place de « principal donateur » dans de nombreux contextes humanitaires.

En 2025, les dynamiques d'influence entre les donateurs ont considérablement évolué dans les plus grandes crises humanitaires mondiales. Dans 19 des 20 principaux pays bénéficiaires, la part cumulée des financements provenant des trois principaux donateurs historiques a diminué de près d'un tiers, tandis que le premier donateur – c'est-à-dire le donateur le plus important – a changé dans 6 de ces pays. Les États-Unis ont été supplantés en tant que premier donateur par les institutions de l'Union européenne au Liban et en Somalie, par l'Australie au Myanmar, par l'Allemagne au Niger, par l'Arabie saoudite en Syrie et par les Émirats arabes unis en Palestine. Bien que les États-Unis soient restés le principal donateur dans 13 pays, leur part a diminué dans chacun d'entre eux. Les institutions de l'UE, quant à elles, ont accru leur part dans 18 des 20 contextes de crise. Les donateurs du Golfe ont également joué un rôle de plus en plus prépondérant dans les zones touchées par des conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, notamment en Palestine, où le financement des Émirats arabes unis a plus que doublé, faisant de ce pays de loin le premier donateur. Dans l'ensemble, ces évolutions laissent entrevoir un paysage du financement humanitaire plus fragmenté, avec des répercussions sur la manière dont les interventions humanitaires sont priorisées, organisées et financées, suivant l'exercice de la position dominante des donateurs.

## La baisse des financements accordés par les principaux donateurs a entraîné une diminution et une réorientation de la concentration des donateurs vers les principaux pays bénéficiaires.

Évolution de la part des donateurs : Montants versés par les trois principaux donateurs, par contexte, en 2024 par rapport à 2025



Source : D'après les données du FTS d'OCHA.

Remarques : Les données pour 2025 sont préliminaires. Les données sont exprimées en prix constants de 2024. Pour chaque contexte, le graphique indique la part du financement humanitaire au niveau national fournie par ses trois principaux donateurs historiques, ainsi qu'une catégorie résiduelle « Autres » regroupant tous les autres donateurs. Les chiffres pour 2024 diffèrent légèrement de ceux présentés dans le rapport GHA 2025 en raison d'une mise à jour des données et de la déflation.

## En 2025, des millions de personnes se sont vues privées d'aide en raison du déficit de financement le plus important jamais enregistré.

Les appels de fonds coordonnés par l'ONU visent à mobiliser les financements nécessaires pour répondre aux besoins identifiés dans les plans de réponse humanitaire interagences, élaborés pour faire face aux crises humanitaires. En 2025, les montants recueillis dans le cadre de ces appels ont diminué pour la troisième année consécutive, atteignant 16,6 milliards de dollars. Cela a entraîné le plus important déficit de financement jamais observé, engendrant une couverture de seulement 35 % des besoins. Les conséquences sont graves, allant de la suspension de l'aide alimentaire au retrait total d'organisations humanitaires de certains pays. En conséquence, des millions de personnes dans le besoin ont été privées d'aide humanitaire.

## **Les personnes dans le besoin sont occultées dans le but de réduire le montant des appels de fonds.**

Depuis 2024, des processus successifs de hiérarchisation des priorités ont été mis en place afin de concentrer les efforts sur les personnes les plus démunies et de réduire les besoins financiers des appels lancés par les Nations unies. Cela a contraint le système humanitaire à restreindre le champ des bénéficiaires de l'aide et les motifs pour lesquels celle-ci est octroyée. À l'heure actuelle, des millions de personnes risquent d'être exclues des programmes humanitaires. En effet, en 2026, 152 millions de personnes seront relégués au second plan dans l'attribution de l'aide en raison d'un processus d'« hyper-priorisation ». Bien que cela réponde à une critique de longue date selon laquelle le système humanitaire devrait œuvrer au-delà des crises aiguës afin de couvrir les besoins et les services de base, les coupes budgétaires simultanées dans les financements destinés à l'aide humanitaire, au développement et au maintien de la paix risquent de priver un nombre croissant de personnes de toute aide financée par la communauté internationale.

## **La quasi-totalité des fonds destinés à l'aide humanitaire est affectée à des crises de longue durée.**

En 2025, la quasi-totalité des fonds humanitaires destinés aux appels coordonnés par l'ONU (95 %) a été affectée à des crises prolongées. Le terme « crise prolongée » désigne toute crise humanitaire faisant l'objet d'un appel de fonds des Nations unies d'une durée de cinq ans ou plus. Il s'agit d'un phénomène relativement récent : en 2016, seuls 54 % des fonds leur étaient consacrés. Les crises prolongées bénéficient en général d'un plan d'intervention d'une durée de 15 ans, ce qui illustre le fait que le processus de transition visant à sortir de l'aide humanitaire ne se concrétise tout simplement pas.

## **3. RÉFORME HUMANITAIRE ET MISE EN ŒUVRE**

### **Une décennie perdue : les acteurs humanitaires attendent encore les réformes promises il y a dix ans.**

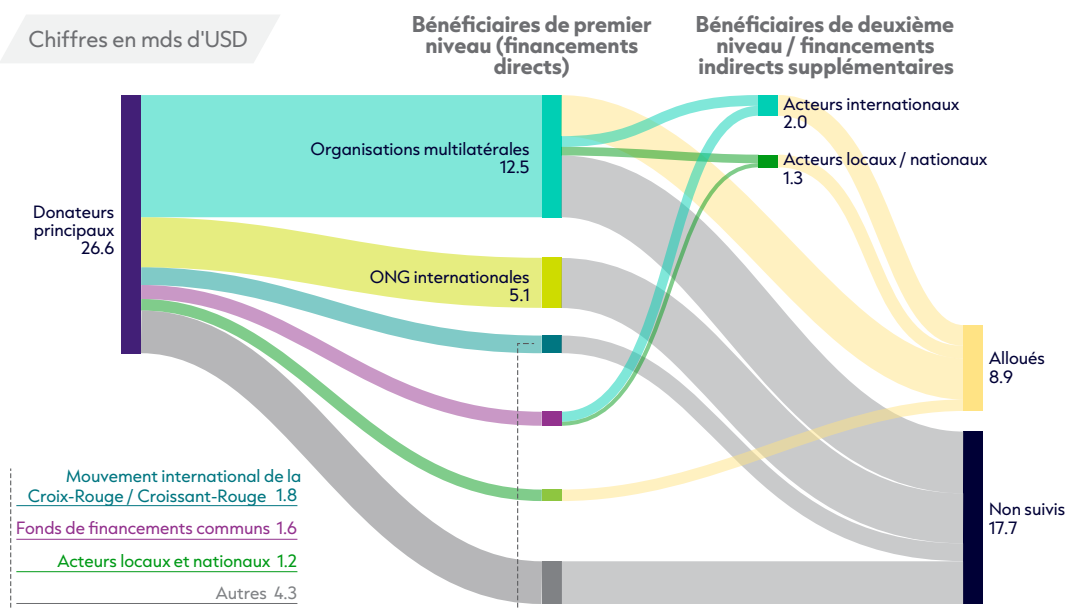
Dix ans après le Sommet humanitaire mondial, les progrès réalisés dans le cadre des engagements de réforme du « Grand Bargain » ont été lents et inégaux, et la récente diminution significative des financements menace de réduire à néant même les rares avancées obtenues. Face à la pénurie de ressources, les organisations ont privilégié leur survie au détriment des réformes, et ce qui semblait initialement n'être qu'un ralentissement temporaire semble désormais se transformer en un recul à plus long terme.

L'engagement visant à allouer 25 % des fonds humanitaires mondiaux aux acteurs locaux et nationaux n'a pas été respecté et nous observons une inversion de la dynamique. Les financements directs et indirects accordés aux organisations locales et nationales ont représenté 8,7 % du financement total en 2025, après être passés de 3,5 milliards de dollars en 2024 à 2,5 milliards en 2025 (les chiffres pour 2025 sont basés sur des données partielles). L'assistance en espèces et en bons a également diminué en valeur absolue, mais elle a augmenté en proportion du financement humanitaire total, se montrant ainsi plus résistante aux coupes budgétaires générales. Des changements positifs ont néanmoins été observés dans le domaine de l'action

anticipatoire, c'est-à-dire les financements mobilisés entre l'alerte d'un choc et son impact. Pour la première fois, le montant des fonds qui lui sont alloués a atteint un niveau équivalent à 1 % du total de l'aide humanitaire. Cependant, au cours des deux dernières années, les ressources disponibles allouées à chaque intervention ont été réduites de plus de moitié afin de pouvoir couvrir un plus grand nombre de crises. Il en résulte des moyens amoindris pour faire face à un nombre croissant de crises climatiques.

### Les organisations multilatérales sont restées le principal groupe de bénéficiaires, absorbant la moitié de l'ensemble des financements directs de donateurs en 2025.

Part du financement par type d'organisme bénéficiaire (ONU, ONG et gouvernements)



**Sources :** FTS d'OCHA, données sur l'octroi des fonds de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), centre de données sur les fonds de financement communs pays (CBPF) d'OCHA, portail de transparence financière du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), collaboration du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) avec ses partenaires bénéficiaires.

**Remarques :** Les montants alloués chaque année par les agences des Nations unies, ainsi que les données de leurs partenaires (OIM, UNICEF, Programme alimentaire mondial et HCR), sont tirés de leurs propres rapports, lorsque ceux-ci étaient disponibles.

### L'influence des États-Unis sur les fonds communs gérés par l'ONU s'est considérablement accrue.

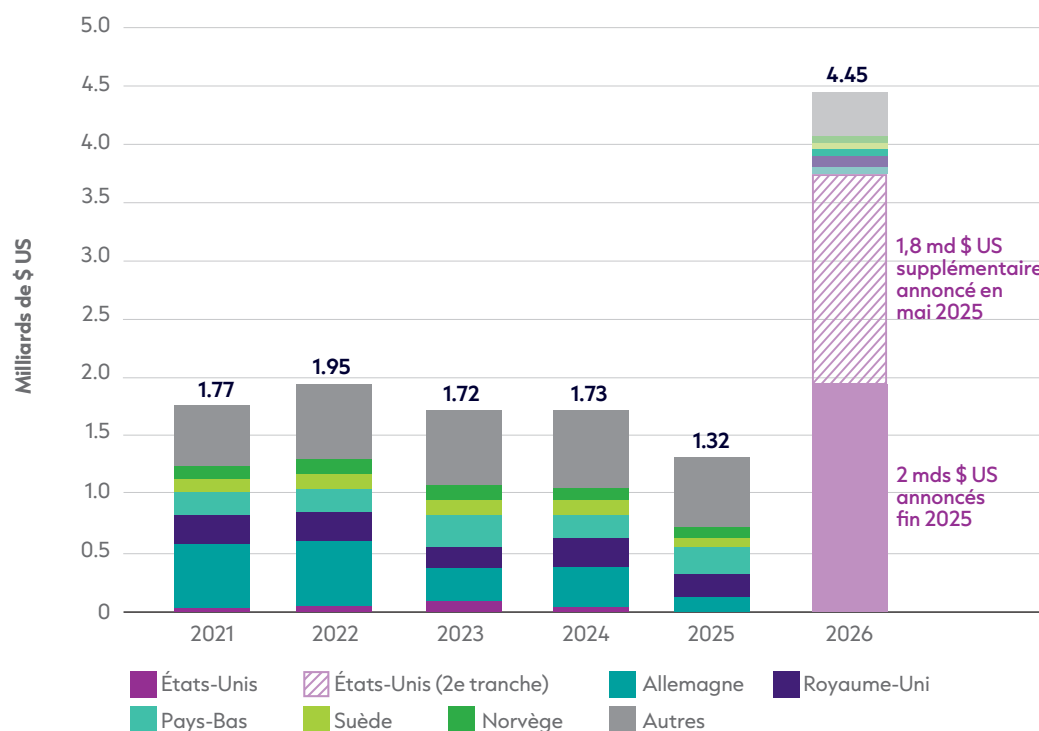
Les fonds communs constituent un domaine de développement important dans la mise en œuvre de l'aide. Après la fermeture de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et des coupes importantes dans les dépenses humanitaires américaines en 2025, le Département d'État américain a annoncé des contributions représentant un total de près de 3,8 milliards de dollars aux fonds communs gérés par l'ONU pour 2026, après une contribution nulle en 2025. Cette décision constitue une véritable rupture dans la manière dont les États-Unis distribuent leurs fonds, s'éloignant ainsi de la répartition traditionnelle entre les agences des Nations unies et les ONG, pour se tourner vers des mécanismes gérés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations unies. Les États-Unis occupent désormais une place prépondérante et exercent une influence disproportionnée au sein du système des fonds communs, malgré l'érosion de leur poids

global parmi les donateurs humanitaires. Dans certains pays, les contributions américaines représentent la totalité des ressources des fonds communs. Une telle concentration des financements via OCHA a également transformé le rôle de cet organisme, le faisant ainsi passer d'un statut de coordinateur du système à celui de gestionnaire de fonds et arbitre de l'accès aux financements.

Cette situation a d'importantes implications, notamment l'émergence d'un système à deux vitesses au sein des fonds communs. Les projets financés par les États-Unis privilégient les grandes agences des Nations unies, ont des délais de mise en œuvre plus courts et favorisent les projets axés sur une assistance matérielle et en nature, tels que la sécurité alimentaire. Cela contraste fortement avec les projets financés par les autres donateurs, qui privilégient les organisations locales, les subventions à plus long terme et des secteurs tels que la protection et la santé. De plus, en limitant les financements à seulement 18 des 30 pays éligibles aux fonds communs, les États-Unis excluent délibérément de nombreux pays ayant des besoins humanitaires importants nécessitant un accès aux ressources. Les premières données pour 2026 révèlent déjà des répercussions négatives sur la localisation. À ce jour, seuls 7 % des fonds communs ont été alloués à des ONG nationales en 2026, contre près de 46 % en 2025.

**En 2026, les États-Unis ont consacré une part importante de leur aide humanitaire à des fonds communs gérés par l'ONU.**

Contributions financières aux fonds communs, 2021–2026



Sources : Centres de données des CBPF d'OCHA et du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) des Nations unies.

Remarques : Les données sont exprimées en prix courants. Sur la base des données relatives aux contributions aux fonds communs gérés par les Nations unies. Les données 2026 sont préliminaires.

**Il est temps de repenser radicalement la situation.**

Les nombreuses pressions qui s'exercent sur les réponses humanitaires ont suscité de multiples appels à repenser la conception du « Grand Bargain » et à envisager une nouvelle vision de l'action humanitaire. Tant le Comité consultatif sur l'avenir de l'action humanitaire que la Commission CHH-Lancet sur la santé, les conflits et les déplacements forcés ont formulé des propositions visant notamment à lutter contre les monopoles internationaux sur l'action humanitaire et à créer un fonds commun non géré par l'ONU, parmi toute une série d'approches visant à promouvoir la justice, l'équité et la redevabilité. Il est regrettable de constater que, dix ans après le premier Sommet humanitaire mondial, l'élan suscité a visiblement disparu. Il apparaît ainsi nécessaire de raviver la volonté politique afin que les nouvelles propositions se traduisent en actions concrètes. Il s'agit là d'un défi qui se doit d'être relevé, quelle que soit son ampleur.

